



Toutes questions sur Jérusalem ne peuvent être décidées sans les Arméniens



<https://www.youtube.com/watch?v=WrZsB3WAu-M>

Le patriarcat arménien de Jérusalem a le droit de solliciter sa participation aux négociations sur le sort de la ville sainte.

La reconnaissance de Jérusalem de la capitale d'Israël par les États-Unis ne pouvait que susciter des inquiétudes parmi les Arméniens. Et ce n'est pas seulement que le résultat de cette reconnaissance de Washington pourrait engendrer une déstabilisation du Grand Moyen-Orient, dont l'Arménie Occidentale fait partie. Nous ne pouvons pas être indifférents principalement parce que c'est une ville dans laquelle la présence arménienne a une histoire séculaire.

Comme on le sait, l'un des quatre quartiers de la vieille ville appartient au patriarcat arménien. La discussion de la question du statut de Jérusalem est inacceptable sans la participation directe ou indirecte des structures de la Diaspora (et de l'Arménie Occidentale) qui sont tenues de porter la responsabilité de la préservation du patrimoine millénaire laissé par les fondateurs du trône de Jérusalem de l'Eglise apostolique arménienne.

La diplomatie arménienne est-elle prête pour un tel examen?

Pour trouver la réponse à cette question, nous allons décrire l'arrière-plan du problème. On sait que la communauté arménienne de Jérusalem a presque le même

âge que le christianisme. Les premières églises arméniennes en Terre Sainte ont été fondées au milieu du premier siècle à l'époque de la reine femme du roi Abgar, qui, durant la vie du Christ, croyant en lui, lui a adressé une lettre avec une invitation pour échapper à l'oppression dans la ville arménienne d'Urfa.

Movses Khorenatsi témoigne qu'après la mort du roi en l'an 42 après JC, sa veuve est allée à Jérusalem, où à cette époque la famine faisait rage. "Ayant donné toute sa richesse, elle a acheté une grande quantité de blé en Egypte et l'a distribuée à tous les affamés", écrit le chroniqueur.

La reine arménienne a érigé une chapelle en Terre Sainte - sur le site de l'ascension du Christ, sur le lieu de sa naissance à Bethléem, sur le lieu de sépulture de la tête de l'apôtre Jacob.

Depuis plus d'un millénaire, les Arméniens font partie de la ville. Il est fondamentale de mieux connaître l'histoire de Jérusalem. Jérusalem est une ville composée de quatre secteurs - musulmans, juifs, chrétiens et arméniens. Le quartier arménien est plus grand que le quartier juif, mais plus petit que les deux autres. (Quartier chrétien, ainsi que musulman, peuplé uniquement par des Arabes.) Toute la terre du quartier arménien est à la propriété du Patriarcat. Au début du siècle dernier en Terre Sainte, l'Église apostolique arménienne comptait environ 70 monastères et églises. Maintenant, il y en a 14. La plupart d'entre eux se trouvent dans le quartier arménien. La population du quartier après la première guerre arabo-israélienne a diminué de 8 fois. Maintenant, le statut de résidents permanents de Jérusalem-Est n'est que d'environ trois mille Arméniens.

Le quartier arménien de Jérusalem n'a pas de statut distinct. Mais dans la ville des trois religions pendant de nombreux siècles, la règle était que rien ne devrait changer ici. Cette loi non écrite a été respectée par tous les dirigeants de la ville sainte - les Ottomans, les Egyptiens, les Britanniques et les Jordaniens.

La décision sur l'établissement des États juifs et arabes en Palestine, adoptée par les Nations Unies en novembre 1947, a permis de préserver le statu quo et de protéger les intérêts de toutes les parties intéressées, y compris arméniennes. La résolution 181 / II du Conseil de sécurité a assumé la proclamation de Jérusalem et de ses environs en tant que zone internationale spéciale sous mandat de l'ONU. Pour nous, l'essentiel était que la ville reste indivisible, et le statut du quartier arménien a été déterminé selon des traditions en vigueur depuis des siècles.

Cependant, le plan de l'ONU n'était pas destiné à être réalisé. À la suite de la guerre de 1948, Jérusalem fut divisée en deux parties, orientale (arabe) et occidentale (israélienne), et pendant la guerre de six jours de 1967, les Israéliens prirent le contrôle de la partie orientale de la ville. L'ONU n'a pas reconnu la souveraineté d'Israël sur les territoires conquis. A Jérusalem, proclamée capitale par les Israéliens, il n'y a pas d'ambassade étrangère jusqu'à aujourd'hui. Pour le Consul honoraire de la République d'Arménie, bien qu'il vive lui-même à Jérusalem-Ouest, Tel-Aviv est considéré comme l'adresse officielle de la mission.

Il convient de noter que la décision de Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël ne signifie nullement qu'il prive les Palestiniens du droit de considérer la ville comme leur capitale. Si vous lisez attentivement le texte de la

déclaration du président américain, vous pouvez voir qu'il s'agit d'une division de la ville.

"Nous ne soulevons aucun problème de statut final, y compris les limites spécifiques de la souveraineté d'Israël à Jérusalem", a déclaré le président Trump.

Autrement dit, la Maison Blanche estime que la frontière entre la Palestine et Israël doit traverser la ville sainte. Mais qu'en est-il de la situation où le mur érigé par le roi Salomon en son temps soutient maintenant le mont du Temple, qui est un sanctuaire pour les musulmans. Par conséquent, la ville doit encore être divisée le long du mur lui-même. **Mais à qui appartiendra le quartier arménien?**

La discussion sur l'emplacement de la frontière séparant la ville en deux capitales a une longue histoire. En juillet 2000, à Camp David, le premier ministre israélien d'alors, Ehud Barak, et le défunt dirigeant de l'administration palestinienne Yasser Arafat, avec la médiation du président américain Bill Clinton, sont parvenus à un accord de principe sur cette question. Ils ont convenu que le futur accord de paix renforcera la souveraineté d'Israël sur le quartier juif de Jérusalem, et que les quartiers musulmans et chrétiens se retireront en Palestine.

Quant au quartier arménien, il devait, selon le plan de Bill Clinton, être divisé. Selon des sources arabes, les deux tiers du quartier arménien de Clinton sont promis aux Palestiniens, un tiers aux Israéliens. Selon le journal "Yediot Aharonot", Les rues du «Patriarcat arménien» et de «Saint George» devaient rester sous le contrôle d'Israël. En même temps, personne ne s'intéressait à l'opinion des Arméniens à ce sujet.

Le plan proposé par les diplomates américains a complètement ignoré le droit de propriété de l'Eglise apostolique arménienne. L'accord de Camp David était essentiellement un plan pour la destruction complète et finale de la Jérusalem arménienne. Heureusement, cela a été évité. Yasser Arafat, après une longue hésitation, refusait toujours l'idée du démembrement du quartier arménien. Il a publiquement déclaré: "Désormais, vous pouvez m'appeler « Arafatyan », parce que je ne trahirai pas les Arméniens, pour rien."

Pourquoi le secteur arménien est-il devenu la pomme de la discorde? Le fait est qu'au cœur du quartier arménien se trouve la montagne sacrée de Sion pour tous les Juifs. Toute l'idéologie du sionisme est construite sur le retour à ce sanctuaire. Après presque 16 siècles, les Juifs pouvaient finalement retourner à Sion, mais ils ont découvert que les Arméniens y habitaient depuis longtemps. En outre, le contrôle des rues du Patriarcat arménien, Ararat et Saint-Georges est extrêmement important pour Israël, car ce sont par ces rues que les pèlerins juifs vont habituellement de Jérusalem Ouest au Mur des Lamentations. Je note que ce chemin n'est pas le plus court. Mais les juifs croyants marchent plus longtemps, parce qu'ils ont la crainte de traverser les quartiers habités.

Pour nous, tout plan est totalement inacceptable, basé sur le démembrement du quartier arménien. Si le quartier doit aller à l'une des parties en conflit, alors seulement en une solution holistique. En même temps, si la division de la ville entre les deux Etats est inévitable, alors les Arméniens préféreraient rester avec les Arabes pour des raisons de mitoyenneté. Non pas parce que les Arméniens ont des

revendications envers les Juifs. C'est juste que les prêtres du patriarcat arménien excluent la situation dans laquelle notre quartier sera séparé par la frontière d'état du quartier chrétien peuplé d'Arabes, que les Israéliens, apparemment, sont sur le point de céder à la Palestine. Les prêtres ne peuvent pas traverser la frontière plusieurs fois par jour pour passer du monastère de Saint-Jacques à l'église du Saint-Sépulcre et vice versa. Donc, si les parties parviennent à un accord et que le secteur chrétien est inclut en Israël, alors le patriarche arménien acceptera volontiers la citoyenneté israélienne. Notre position est absolument logique. Nous avons le droit de nous attendre à ce que notre voix soit entendue.



Les tentatives de partage des terres du quartier arménien sans la participation des Arméniens sont non seulement immorales, mais aussi illégales. L'Eglise apostolique arménienne a toutes les raisons de revendiquer le rôle, sinon directement, du moins indirectement dans les négociations sur un règlement au Proche-Orient. Mais les principaux acteurs ne sont pas enclins à faire attention à nous. Si les dirigeants palestiniens essaient encore de temps en temps d'obtenir le soutien du patriarcat arménien, le gouvernement israélien évite généralement d'en parler.

En attendant, ceux des parties au conflit, qui bénéficieront du soutien des Arméniens, gagneront un atout supplémentaire dans les négociations. Comment convaincre les Israéliens et les Palestiniens?

Les opportunités du patriarche arménien Nurkhan Manukyan pour cela ne sont clairement pas suffisantes. Le patriarcat n'a ni les ressources professionnelles, ni le potentiel politique, ni l'influence internationale nécessaire pour négocier au bon niveau. Le Patriarcat a besoin du soutien du Saint-Siège d'Etchmiadzin, du gouvernement d'Erevan, et des structures de la diaspora arménienne (l'Arménie Occidentale n'y manquera pas).

En passant, il existe déjà une brillante expérience de coopération efficace entre le patriarcat, les structures de la diaspora et le ministère arménien des Affaires étrangères. C'est grâce aux efforts conjoints et concertés qu'en son temps il a été possible de rétablir la justice dans la question des droits sur les terres de Paron Ter (Baroun Der) appartenant à l'église arménienne.

Durant l'été 2002, l'armée israélienne a commencé à ériger ici un mur de sécurité séparant Israël de l'autonomie palestinienne. Des centaines d'oliviers centenaires ont

été abattus, d'où l'huile est produite pour les lampes de l'église. Ce n'était pas seulement une violation des droits de propriété. Après tout, en conséquence, les terres du patriarcat ont été divisées entre Israël et la Palestine, ce qui a créé de sérieux problèmes. Grâce à l'intervention du gouvernement arménien et du lobby arménien américain, le problème a été résolu.

Le ministère de la Défense d'Israël a cédé. Le mur a été déplacé. Il est donc possible de forcer à compter avec leurs droits. Par conséquent, nous devons simplement déclarer que nous demandons un vote pour l'examen du statut de Jérusalem. Ce n'est pas seulement un moyen de défendre le patrimoine séculaire, mais aussi l'opportunité d'élargir considérablement le champ de sa politique étrangère.

La demande de participation aux négociations sur le sort de la ville des trois religions donne aux diplomates arméniens une chance unique de devenir un acteur réel et direct dans les processus politiques internationaux mondiaux. Et nous devons profiter de cette chance.

Artem Yerkanyan
(Traduction en français par WAN)

PROCLAMATION DU PRESIDENT DONALD J. TRUMP SUR JERUSALEM COMME CAPITALE DE L'ETAT D'ISRAEL

« Mon annonce aujourd'hui marque le début d'une nouvelle approche face au conflit entre Israël et les Palestiniens » – Donald J. Trump

SUR LA RECONNAISSANCE DE JERUSALEM : Le président Donald J. Trump poursuit sa promesse de reconnaître Jérusalem comme capitale de l'Etat d'Israël et a chargé le département d'Etat de commencer à préparer le transfert de l'ambassade américaine en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem.

Aujourd'hui, le 6 décembre 2017, le président Trump a reconnu Jérusalem, capitale ancienne du peuple juif, comme capitale de l'Etat d'Israël.

En prenant cette mesure, le président Trump a rempli une grande promesse de campagne, partagée par de nombreux anciens candidats à la présidence américaine.

L'administration Trump est entièrement coordonnée afin de soutenir cette action historique du président, et a largement coopéré avec ses partenaires du Congrès et ses partenaires internationaux.

L'action du président Trump bénéficie d'un large soutien bipartite au Congrès, comme cela avait déjà été le cas avec la Loi de reconnaissance de Jérusalem de 1995. Cette loi a été réaffirmée par un vote unanime du Sénat il y a seulement six mois.

Le président Trump a demandé au département d'Etat d'élaborer un plan afin de relocaliser l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem.

Les ministères et organismes ont mis en place un solide plan afin d'assurer la sécurité de nos citoyens et de nos actifs dans la région.

STATUT DE JERUSALEM : Le Président Trump reconnaît que les limites spécifiques de la souveraineté de Jérusalem sont très sensibles et sujettes à des négociations.

Le président Trump reconnaît que le statut de Jérusalem est une question hautement sensible, mais ne pense pas que le processus de paix soit facilité en ignorant la simple vérité que Jérusalem abrite les structures législatives d'Israël, la Cour suprême, le bureau du président et du Premier ministre.

Le président Trump reconnaît que les limites spécifiques de la souveraineté israélienne à Jérusalem sont sujettes à des négociations sur le statut final entre les différentes parties.

Le président Trump réaffirme le soutien des Etats-Unis au statu quo concernant le mont du Temple, également connu sous le nom de Haram al-Charif.

ENGAGEMENT DANS LE PROCESSUS DE PAIX : Le président Trump s'est engagé à conclure un accord de paix durable entre Israéliens et Palestiniens.

Le président Trump reste déterminé à parvenir à un accord de paix durable entre les Israéliens et les Palestiniens, et reste optimiste face à la possibilité de parvenir à la paix.

Retarder la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël n'a pas aidé à parvenir à la paix au cours des deux dernières décennies.

Le président Trump est prêt à soutenir une solution à deux Etats dans le conflit qui oppose Israéliens et Palestiniens, si les deux parties en conviennent.

WAN